et la nécessité qu'éprouve toute société d'avoir ses institutions financières propres, et en rapports sympathiques avec sa population. On se rappelle d'ailleurs au près de quels sacrifices de tous genres elles ont été érigées.

A l'époque de la cession du Canada à l'Angleterre, les canadiens qui avaient des économies, (et ils étaient assez rares dans ces temps de guerres continuelles et de réquisitions incessantes,) quittèrent le pays pour se retirer en France, ceux qui restèrent furent ceux qui étaient propriétaires du sol, et établis pour la plupart dans les campagnes.

Pendant que l'émigration anglaise arrivait ici avec ses capitaux, ses organisations établies, ses relations commerciales étendues, la population française a dû pendant de longues années accumuler ses petites économies, fruit du travail des champs, pour arriver à former un petit capital disponible, car depuis 1759, depuis la conquête, la France nous est devenu complètement étrangère. Jusqu'à l'établissement du Crédit Foncier Franco Canadien, il y a à peine huit ans, pas un franc de France nous est venu en aide.

Le commerce même nous a été à peu près fermé pendant longtemps pour la bonne raison que nos maisons commerciales qui avaient l'habitude de traiter avec la France, n'avaient pas de relation en Angleterre.

Ce qu'il a fallu de patience, d'énergie et d'intelligence pour refaire de nouvelles relations peut plutôt s'imaginer que se décrire, jusqu'à ce que notre société lasse de se soumettre à l'arbitraire d'étrangers connaissant imparfaitement ses besoins, trouva dans ses maigres économies le moyen de fonder des institutions financières.

LE DINER DES VOYAGEURS DE COMMERCE

Les voyageurs de commerce ont couronné leur réunion annuelle, lundi soir, par un magnifique banquet dans la grande salle à manger de l'hôtel Windsor.

Près de 400 convives ont pris part à ces somptueuses agapes et firent honneur au menu délicat et copieux que l'on est sûr de trouver au Windsor.

Après le travail préliminaire de l'apaisement de la faim et de la soif, M. G. Piché, président de l'Association, en proposant la santé de la Reine, saisit l'occasion, en quelques mots choisis et remplis d'heureuses expressions, d'exposer quelle heureuse harmonie règne entre tous les voyageurs de commerce du Canada, et combien a peu de profondeur l'antagonisme racial que quelques tête schaudes essaient de soulever au Canada, puisqu'une association composée en grande majorité de Canadiens de langue anglaise l'avait choisi, lui, Canadien français, pour son président. Il donna aussi un exposé lucide et succinct des progrès accomplis par l'Association, au point de vue financier, au point de vue des secours accordés aux membres et au point de vue des avantages acquis par leurs efforts réunis.

Le discours de M. Piché qui a été accueilli avec le plus grand enthousiasme, fut suivi de plusieurs autres

pleins de sens pratique et où l'esprit brillait à travers les faits et les chiffres à des intervalles très rapprochés. Nous mentionnerons particulièrement les discours de M. le consul des Etats-Unis, de M. J. P. Cleghorn, président de la Chambre de Commerce; du colonel O. P. Patten, de MM. J. J. Curran, R. S. White, H. Beaugrand, L. A. Wilson, J. H. Morn, Wm. Clendinneng, L. O. David, M. P., etc.

Des chansons ont été dites avec beaucoup de grâce et d'esprit par MM. E. Labelle, Brodie Joubert et autres.

En somme, succès splendide et soirée délicieuse.

LES ÉPICIERIS ET LES ÉTRENNES

Nous avons dit, la semaine dernière, que le mouvement de l'abolition des étrennes dans les épiceries de Montréal était sûr du succès. Nous avons le plaisir de constater aujourd'hui que ce succès a dépassé notre attente. Nous avons recueilli 453 signatures et nous avons distribué des affiches dans plus de 500 magasins, quelques épiciers, tout en étant en faveur du mouvement et consentant à faire un essai, n'ayant pas voulu se lier par leur signature.

Nous devons aussi constater que nous avons trouvé tous les épiciers canadiens-français très bien disposés et que nos agents ont été parfaitement accueillis par eux, ainsi que par la plupart des épiciers anglais; mais chez certains de leurs confrères d'origine irlandaise, nos agents ont eu quelque difficulté à exposer leur mission. On leur a reproché de se mêler de ce qui ne les regardait pas et quelques uns ont même donné pour prétexte de leur refus de signer, que c'était un mouvement canadien-français avec lequel ils ne voulaient avoir rien à faire.

Nous n'avons pas besoin de répéter à nos lecteurs que nous ne réclavons pas la paternité de l'idée que nous avons contribué à mettre à exécution; l'exemple a été donné par les épiciers de nombre de villes d'Ontario et des Etats Unis, ceux donc qui ont cru que c'était une affaire de nationalité, se sont étrangement trompés et sont peu au courant de ce qui se passe dans leur commerce en dehors de leurs boutiques. Nous n'avons pas besoin de dire que ceux là ne sont pas abonnés au PRIX COURANT et nous doutons fort qu'ils reçoivent même un autre journal de commerce; il faudrait pour cela qu'ils eussent plus d'intelligence qu'ils n'en paraissent avoir.

Mais ce ne sont là que de très rares exceptions—une dizaine environ; et nous les signalerons à l'association des épiciers pour qu'elle prenne les moyens de leur ouvrir un peu les idées, pour que, en les amenant à fréquenter plus intimement leurs confrères et en les habituant à recevoir, sans réagir, les conseils de gens expérimentés, elle les amène peu à peu à comprendre mieux leurs intérêts.

Maintenant, sans fausse modestie, nous nous féliciterons nous-même d'avoir économisé au commerce d'épicerie au moins une dizaine de mille piastres; MM. les épiciers de gros ne seront pas sans en bénéficier par l'augmentation des remises. Nous avons fait cela

tout simplement parceque nous nous estimons solidaires de nos lecteurs et abonnés; leurs intérêts sont nos intérêts; leur prospérité doit faire notre prospérité. Nous ne demandons par conséquent aucune compensation pour notre travail et les quelques piastres que cela nous a coûté; nous espérons seulement qu'il y aura réciprocité et que l'on ne refusera pas, à l'occasion de nous encourager comme on encourage un journal sympathique et utile.

EVOLUTION COMMERCIALE

La liberté commerciale est d'origine assez récente. Les marchands du moyen-âge étaient, comme les artisans, englobés dans de puissantes organisations, appelées corporations en France, et *guilds* en Angleterre; chaque ligne de commerce formant une corporation à part et chaque corporation ayant ses usages, ses mœurs, ses lois, ses arbitres et ses magistrats. A Paris, ces corporations réunies élisaient un Prévôt des marchands dont les fonctions tenaient du chef de police, du magistrat et de l'officier municipal.

La Révolution, en France, et l'évolution des idées modernes, dans les autres pays, ont substitué au régime des corporations celui de la liberté individuelle du commerce sous la seule restriction des lois générales de police ou de revenu. N'importe qui put s'établir marchand de n'importe quoi, pourvu qu'il payât patente ou licence que son commerce ne fut pas contraire à la morale publique.

Sous ce régime le commerce prit une expansion extraordinaire; surtout lorsque le crédit eût été mis à la portée de tous et que le papier fut devenu le mode le plus fréquent de règlement entre commerçants.

Mais si le nombre des commerçants augmente, comme celui des acheteurs n'augmentait pas aussi rapidement, la concurrence, la course après le client fit de rapides progrès. Peu à peu la marge de profits que faisait le commerçant se réduisit à sa plus simple expression; il eût fallu réduire les frais généraux et pourtant de nouvelles dépenses s'imposaient chaque jour; loyer, décoration des magasins, publicité etc.

Dans cette course, les gros magasins avaient incontestablement l'avantage sur les petits, et la fondation des immenses bazars de Londres et de Paris où l'on trouve tout ce dont on peut avoir besoin dans un seul et immense établissement en fut la conséquence.

Pour l'industrie, l'association de capitaux fractionnés, qui, isolés, eussent été insuffisants, créa de puissantes compagnies capables de soutenir la concurrence des grands capitalistes industriels.

La dernière évolution, qui se dessine actuellement surtout chez nos voisins des Etats-Unis, tend à l'abolition de la concurrence que l'on remplace par la coalition ou le *combine*. L'industrie a été la première à se servir de ce moyen d'éviter la concurrence; le commerce de gros suit de près l'industrie et il est probable que le commerce de détail finira par y arriver aussi.

Il est curieux de suivre ce mou-

vement, qui a débuté par la coalition qui porte le nom de "Standard Oil Trust," et qui vient d'englober les minoteries de Minneapolis, les brasseries de St Louis, les raffineries, les fabriques de carton, etc. aux Etats-Unis; le pétrole, les cotonnades, les épicerie en gros, etc. au Canada.

Les consommateurs ont plus d'une fois crié contre l'établissement de ces *combines* dont le monopole peut donner lieu à de graves abus; le parlement fédéral a même adopté une loi imposant de fortes amendes aux membres de telles coalitions qui abuseraient de leur position pour imposer au public des prix exorbitants. Cependant le mouvement ne paraît pas avoir été enrayé et nous voyons tous les jours se produire de nouvelles coalitions qui répondent au besoin impérieux ressenti par le commerce et l'industrie de mettre fin à une concurrence ruineuse pour les marchands et les industrielles et sans profits réels pour les consommateurs.

Ainsi, du régime corporatif on a passé à la liberté; la liberté a amené la concurrence; la concurrence a amené la formation des compagnies, et enfin on arrive à la coalition; qui nous ramène, sous un autre nom, à la même situation qui existait sous le régime des corporations, puisque les membres des coalitions sont gouvernés par des règlements et passibles d'amendes s'ils les violent.

Cette évolution du commerce et de l'industrie, correspondant avec le mouvement qui pousse les classes ouvrières vers les syndicats, les sociétés coopératives, les associations ouvrières, c'est-à-dire vers l'ancien régime corporatif, n'est-elle pas très curieuse et ne mérite-t-elle pas l'attention des économistes?

LE COMMERCE DE BOIS DE CONSTRUCTION A QUEBEC

MM. J. Bell Forsyth & Cie viennent de publier une intéressante circulaire sur le commerce de bois dans le port de Québec pour la saison de 1889; nous empruntons à ce document les renseignements qui suivent:

Les arrivages des steamers océaniques et des voiliers accusent une augmentation considérable sur ceux de l'année précédente, avec cependant une diminution des ports des provinces maritimes; le total des arrivages est de 1,119,573 tonneaux contre 976,268 tonnes en 1888.

Les rapports des douanes portent les exportations de cette saison à 10,415,160 pieds, contre 8,551,840 en 1888.

Le marché a été actif pendant toute la saison, les prix en général se sont bien maintenus avec une hausse pour certaines espèces de bois.

Pin blanc.—Les exportations ont augmenté cette année, et la consommation locale a été passable. Le pin waney a été plus recherché et en plus grande demande que le pin carré pendant toute la saison, et les prix ont haussé à cause de l'augmentation de valeur des limites à bois et à cause de la difficulté de la grande dépense de se procurer du bon bois et de qualité supérieure. D'après des rapports dignes de foi on calcule que l'ex-